

# BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 17 – du 25 avril au 2 mai 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM : LIBAN - IMPACT ATTENDU DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

**Le changement climatique aura des effets économiques élevés au Liban.** Il devrait impacter des secteurs clés, en particulier l'agriculture (1,4% du PIB) et le tourisme (14% du PIB). Celui-ci sera affecté en hiver par la réduction du nombre de jours de neige, et en été par la multiplication des feux de forêts causés par des sécheresses et la montée des températures. Quant à l'agriculture, les pertes de productivité auront des impacts socio-économiques très élevés, alors que 20% des foyers libanais ont des revenus primaires ou secondaires liés au secteur. La persistance d'une gouvernance déficiente compromet en outre la capacité du secteur de l'eau – qui affecte directement les secteurs exportateurs et créateurs d'emploi, tels que l'agriculture et le tourisme – à répondre aux impacts du changement climatique. Or au regard de la dépendance du Liban aux flux extérieurs et aux importations alimentaires, toute perturbation sur le tourisme et l'agriculture entraînera des effets économiques prononcés. La Banque Mondiale prévoit ainsi une baisse annuelle entre -1,1% et -2% du PIB réel d'ici 2040 causée par le changement climatique. Le déficit budgétaire risque également de se dégrader davantage, face à la nécessité de répondre aux phénomènes météorologiques extrêmes.

**Le redressement et l'adaptation de certains secteurs prioritaires sont essentiels pour assurer un « redéveloppement » durable.** Les secteurs de l'énergie, de la gestion des déchets et de l'eau sont à la croisée d'enjeux économiques, environnementaux et de santé publique. Victimes d'un sous-investissement chronique, ces infrastructures sont aujourd'hui dans un état très dégradé. Le redressement du secteur de l'électricité apparaît particulièrement prioritaire. Le Liban est un émetteur de carbone très marginal (0,06% des émissions mondiales) mais pourra difficilement se tenir en marge de la transition écologique, étant une petite économie ouverte au mix énergétique très carboné (95% de pétrole). De plus, la surutilisation des groupes électrogènes est un facteur de dégradation sanitaire (émissions de particules fines) et économique (surcoût pour les entreprises et ménages). La transition énergétique permettrait ainsi au Liban de réduire sa facture énergétique, équivalente à environ 25% du PIB, et de soutenir le rééquilibrage de son économie vers un modèle productif.

**L'État libanais n'est toutefois pas en mesure, à ce stade, ni de piloter ni de financer sa transition écologique.** Estimés sur le long terme par la Banque Mondiale à plus de 7,6 Md\$ (soit 42% du PIB 2023), les financements requis ne peuvent pas être couverts par les finances nationales : les recettes budgétaires devraient atteindre seulement 17% du PIB en 2024 selon la loi de finances, et le Liban est en situation de défaut souverain sans perspective à court terme de restructuration de sa dette. Les bailleurs, agences onusiennes et ONG tentent de combler ce vide, mais de manière souvent locale et fragmentée. Une partie de l'aide a certes été utilisée pour la réalisation de stratégies sectorielles (eau, déchets, environnement...), mais leur mise en œuvre est très partielle compte tenu des déficiences de l'État libanais. Les bailleurs financent le plus souvent, en don, des petits projets à portée locale (installation de panneaux solaires, protection et dépollution d'espaces ciblés tels que les forêts ou lacs, surveillance de la biodiversité, gestion des déchets au niveau municipal...). S'ils peuvent se traduire par des retombées directes pour les populations concernées, ces projets risquent d'ancrer la transition écologique dans une logique fragmentée et désordonnée, à un coût non-efficace et financé par les contribuables étrangers. Le financement massif ces dernières années de panneaux solaires en don, alors même qu'il s'agit d'investissements très rapidement rentabilisés, en constitue l'exemple le plus marquant.

### LE CHIFFRE À RETENIR

**95 %**

PART DU PÉTROLE DANS LE  
MIX ÉNERGÉTIQUE DU LIBAN

Service Économique Régional de Beyrouth

## ÉGYPTE

### 1. CRÉATION D'UN ZONE FRANCHE ET D'UN PORT TOURISTIQUE À RAS EL HEKMA.

Après la signature en février 2024 d'un accord historique de 35 Mds USD avec le fonds souverain émirien ADQ lui attribuant les droits de développement de la péninsule de Ras al-Hikma, à l'ouest d'Alexandrie, le Conseil des ministres a [approuvé](#) le 25 avril la création d'une zone franche, d'une zone d'investissement et d'un port touristique international. Dans le même temps, le Cabinet donne son feu vert pour la création d'une société nommée Ras El Hekma Urban Development Project et lui octroie une autorisation unique (« [Golden license](#) »), créant un processus simplifié pour obtenir les approbations nécessaires à l'avancement de la zone franche et de la zone d'investissement.

### 2. VISITE EN FRANCE DU MINISTRE ÉGYPTIEN DES TRANSPORTS

Le Ministre égyptien des Transports Kamel El Wazir était en déplacement en France du 28 au 30 avril 2024. Il a notamment [rencontré](#) le ministre Bruno Le Maire, le directeur de l'Agence Française de Développement Rémy Rioux et les présidents de plusieurs entreprises françaises (Alstom, Vinci, Egis, RATP Dev). Accompagné du président de l'Autorité nationale des tunnels, Dr Tarek Gewaily, le Ministre a également pu visiter le site d'Alstom à Valenciennes où sont construits les 55 nouveaux trains de la ligne 1 du métro du Caire, financée par la France. Le métro du Caire constitue un exemple historique de la coopération franco-égyptienne depuis les années 1980.

### 3. SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD POUR LE DÉVELOPPEMENT DU PORT DE BÉRÉNICE

Le 18 avril 2024 Berenice Seaport Company et Berenice Regional Ports Activities Company, filiale du groupe koweïtien Al Ghunaim, ont signé un [protocole d'accord](#) pour développer, gérer, exploiter et entretenir le port de Berenice, situé en Haute-Égypte. Le gouvernement souhaitant faire du pays une plaque tournante commerciale et logistique régionale, l'accord vise à tirer parti de l'emplacement stratégique de Bérénice, pour augmenter le volume des échanges avec l'Afrique en bénéficiant des réseaux routiers reliant le port aux autres hubs de mer Rouge. Par ailleurs, dans le cadre du rapprochement avec les pays arabes voisins, l'Émir du Koweït a effectué le 30 avril 2024 sa première visite officielle au Caire depuis son accession au pouvoir en décembre dernier.

## IRAK

### 1. CONSTRUCTION D'UNE USINE DE PRODUCTION D'ENGRAIS.

La société ARJ Holding LLC, basée aux Émirats Arabes Unis, a signé un contrat pour la construction d'une usine de production d'engrais composés à Baiji, dans la province de Salah al-Din. Selon un communiqué du bureau du Premier Ministre, l'installation aura une capacité de production d'engrais phosphatés composés de 249 000 tonnes par an. **Pour mémoire, l'Irak possède les 2<sup>èmes</sup> réserves mondiales de phosphates, après le Maroc.** L'objectif du gouvernement al-Soudani est de créer des capacités industrielles de transformation de cette ressource pour développer la filière de production d'engrais pour soutenir l'agriculture locale. En mars dernier, le Premier Ministre avait déjà inauguré deux nouvelles installations de production d'engrais à Bassorah, la première portée par l'entreprise britannique AAA Holding (capacité de production annuelle de 500 000 tonnes), la seconde par l'entreprise publique General Company for Southern Fertilisers (365 000 tonnes par an).

### 2. SIGNATURE DE LA CONVENTION DES NATIONS-UNIES SUR LA MÉDIATION INTERNATIONALE.

**L'Irak a signé le 17 avril la convention de Singapour sur la médiation, aussi connue sous le nom de Convention des Nations Unies sur les accords de règlement internationaux issus de la médiation.** Cette convention crée un cadre harmonisé pour une application des accords résultant de la médiation dans les litiges commerciaux internationaux – comme alternative à l'arbitrage international. **Cette signature s'inscrit dans un effort continu du pays pour améliorer l'environnement des affaires en Irak et la protection de la propriété intellectuelle, points d'attention aigüés pour les entreprises étrangères actives en Irak.** L'Irak avait officiellement rejoint la convention de New-York sur la reconnaissance et la mise en œuvre des décisions d'arbitrage en février 2022. L'Irak était également devenu, en avril 2022, le 155<sup>ème</sup> État du Traité de l'organisation internationale de la propriété intellectuelle sur le système international des brevets qui vise à faciliter les procédures d'enregistrement et la protection à l'international des brevets déposés dans les pays membres.

## IRAN

### 1. LA MUNICIPALITÉ DE TÉHÉRAN SE DOTE D'UNE FLOTTE DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES D'ORIGINE CHINOISE.

Suite à une visite du maire de Téhéran en Chine, la municipalité de Téhéran et la société chinoise Poly Changda Overseas Engineering Co. ont conclu, le 30 janvier 2024, un contrat d'une valeur de 1,67 Mds € comprenant l'achat de 2 500 bus électriques (550 M€), 10 000 fourgonnettes électriques (380 M€), 2 500 taxis électriques (59 M€), 25 000 véhicules utilitaires (487 M€) et de motos électriques (194 M€). Dans le cadre de ce partenariat, la société chinoise agit en tant qu'intermédiaire et les deux parties sont convenues de la possibilité de modifier la marque des véhicules avant expédition. 20% du montant du contrat seront versés par la municipalité avant livraison, les 80 % restants étant financés par un prêt à terme de 1 à 3 ans par la voie bancaire négociée entre la Banque Centrale et le Ministère du Commerce de la Chine (MOFCOM). L'absence d'appel d'offres et le manque de compétence de la société intermédiaire chinoise - active dans le domaine de la construction - ont suscité des questions de la part de certains membres du conseil municipal au cours des derniers jours. Les versements de la municipalité seront assurés par la Banque Shahr via deux sociétés basées à Dubaï, Golden Address General Trading L.L.C. et City IMD Group.

### 2. HAUSSE DE LA PRODUCTION DE PÉTROLE EN MARS 2024

D'après les données de l'OPEP, la production moyenne annuelle de pétrole a progressé, passant de 2,854 Mb/j en 2022 à 2,859 Mb/j en 2023, pour atteindre 3,188 Mb/j en mars 2024. Selon les rapports de la société Iranian Offshore Oil Company, la production dans les champs pétroliers offshore a enregistré une augmentation de 21% en g.a à la fin de l'exercice 2023/2024. Cette croissance s'explique par plusieurs facteurs, notamment **i)** l'expansion du nombre de puits de 3 à 6, le forage de 10 nouveaux puits et la réparation de 33 puits, **ii)** les interventions de maintenance sur les oléoducs et les échangeurs de chaleur du champ Abuzar, **iii)** la mise en service d'un câble de transmission électrique sous-marin sur le champ Soroush, **iv)** la mise en service de 16 puits équipés de pompes immergées et **v)** la réparation et l'installation d'une unité de gazéification sur le champ Reshadat. Il convient de noter qu'au cours de l'exercice 2023/2024, la valeur des exportations de pétrole et de condensat de gaz s'est élevée à 35 Mds \$. Depuis le début de l'année 2024, les exportations ont augmenté pour atteindre

1,560 Mb/j au premier trimestre 2024 et 1,8 Mb/j au mois de mars 2024. Cette expansion significative des exportations a entraîné une augmentation de 20% de la capacité de transport de pétrole, portant à 253 le nombre de tankers transportant le brut iranien.

### 3. CONTRATS D'ÉTUDES ET D'INVESTISSEMENT DE 6,4 MDS USD POUR L'APPROVISIONNEMENT EN GAZ DE L'INDUSTRIE PÉTROCHIMIQUE.

Selon le ministère du Pétrole, des contrats d'études et d'investissement d'une valeur de 6,4 Mds \$ auraient été établis entre la société NIOC et les sociétés pétrochimiques du pays, afin d'améliorer la production sur 16 champs gaziers du sud et du sud-ouest et de fournir 127 M m<sup>3</sup> de gaz à l'industrie pétrochimique. Cet accord prévoit des études de développement dans **i)** les champs gaziers de Zireh, Khartang et Darang pour une production de 24 Mm<sup>3</sup> de gaz avec un investissement de 1 Md \$ de la société Petro Kaveh Ofogh, **ii)** les champs gaziers de Sefid Zakhour, Sefid Baghun et Halgan pour une production de 27 M m<sup>3</sup> (investissement de 0,8 Md \$ des sociétés Parsian Oil and Gas Development Group et Petro Pars), **iii)** les champs gaziers de Khami, Zilaei, Karun et la collecte de gaz associée à Masjed Soleiman dans deux projets séparés pour une production de 14,2 Mm<sup>3</sup>, soit un investissement de 2 Mds\$ des sociétés Saba Energy et Parsomash Petro Refinery - et pour une production de 11,6 M m<sup>3</sup>, grâce à un investissement de 1,8 Mds \$ des sociétés Masjed Soleyman Petrochemical Company et Petro Iran, **iv)** le champ gazier de Asalooye Gharbi et la station de renforcement de la pression de Kangan, pour une production de 44 M m<sup>3</sup> et un investissement de 0,6 Md \$ de la société Navid Zarchimi et **v)** les champs gaziers de Milatun, Roodak, Binak et Rag Sefid pour une production de 7,7 M m<sup>3</sup> et un investissement de 0,95 Md \$ de la société Tapico.

## ISRAËL

### 1. APPROBATION DE LA LIGNE 2 DU MÉTRO DE TEL AVIV.

Le gouvernement a approuvé le tracé définitif de la ligne M2 qui parcourt 25 km de Petah Tikva au centre de Tel Aviv à l'Hôpital Wolfson. Après de longues négociations avec la municipalité ultra-orthodoxe de Bnei Brak, il a été décidé que les travaux sur la ligne (2027 et 2030), se feront aussi le jour du shabbat, l'arrêt des tunneliers un jour par semaine n'étant pas envisageable.

## 2. SECTEUR DE LA TECH : LES INVESTISSEMENTS ET LEVÉES DE FONDS SEMBLENT REPREDRE.

Au cours des quatre premiers mois de 2024, les entreprises israéliennes de la tech ont levé 2,6 Mds USD. C'est une indication de reprise des IDE dans ce secteur puisque, sur l'ensemble de l'année 2023, les IDE dans ce domaine avaient été de 6,9 Mds USD seulement. Particulièrement notable, l'acquisition de 57% de BioCatch, société israélienne de protection contre la fraude numérique, par Permira, société américaine de private equity, pour 1,3 Md USD. La tendance semble se confirmer en raison de quelques opérations très importantes qui masquent une apathie des IDE plus modestes.

## JORDANIE

### 1. LA VALEUR DES ACTIFS DU SSIF DÉPASSE 15 MDS JOD.

La valeur des actifs du fonds d'investissement de la sécurité sociale (SSIF) a franchi la barre des 15 Mds JOD (21,1 Mds USD) à la fin du premier trimestre 2024. Pour rappel, le portefeuille du SSIF est majoritairement composé d'obligations (57,3 %), mais aussi d'actions (15,6 %), de titres des marchés monétaires (14 %), d'actifs immobiliers (5,7 %), de prêts (3,6 %) et d'investissements dans le secteur du tourisme (2,1 %). La valeur des actifs avait atteint 14,9 Mds JOD (21,01 Mds USD) fin 2023 et 13,8 Mds JOD (19,46 Mds USD) fin 2022.

### 2. BAISSÉ DE L'INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2024.

Selon le département des statistiques (DoS), l'indice des prix à la production a enregistré une baisse de -1,56 % au premier trimestre (T1) 2024 en glissement annuel (g.a.). L'analyse par secteur montre que les prix à la production des industries manufacturières et des industries extractives ont diminué respectivement de -1,92 % et -2,33 % en g.a. tandis que les prix de l'électricité ont augmenté de +4,65 % au T1 2024 en g.a. Pour rappel, l'indice des prix à la production a enregistré une baisse de -4,31 % sur l'ensemble de l'année 2023 par rapport à 2022.

## LIBAN

### 1. PROGRESSION DU NOMBRE DE TOURISTES EN 2023, MAIS DIMINUTION AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2024.

D'après le ministère du tourisme, le nombre de « touristes » au Liban (composés en très grande majorité de Libanais résidant à l'étranger) s'est élevé à 1,7 million en 2023, soit une progression de +13,7% par rapport à l'année 2022. Les touristes

proviendraient principalement d'Europe (41%), des pays arabes (26%) et d'Amérique (20%). Les tensions sécuritaires régionales ont toutefois pesé sur l'activité touristique en fin d'année, avec une baisse particulièrement marquée de -43% enregistrée entre les mois de septembre et de décembre 2023, contre une baisse s'élevant en moyenne historique (avant crise) à -15%. Par ailleurs, au premier trimestre 2024, le nombre de touristes a diminué de -13,5% par rapport au premier trimestre 2023.

### 2. RÉDUCTION DU DÉFICIT COMMERCIAL EN 2023

Selon les données des douanes libanaises, les importations du Liban ont baissé de 8% en 2023 par rapport à l'année précédente, pour atteindre 17,5 Mds USD. En 2022, les importations s'étaient rapprochées des niveaux d'avant crise (19,1 Mds USD contre 20 Mds USD en 2018). Si les hydrocarbures continuent de représenter une part importante des importations du pays (4,6 Mds USD), le Liban a profité de la baisse des cours du pétrole sur les marchés: les importations d'hydrocarbures accusent une baisse de 16,8% (d'environ 1 Md USD) en valeur par rapport à 2022, pour à peu près une quantité similaire. Le reste des importations a aussi légèrement diminué (-4,4%) par rapport à 2022, pour atteindre 12,9 Mds USD en 2023, soit environ 80% de leur niveau de 2018. En parallèle, les exportations libanaises ont diminué de -14,2% en 2023, passant de 3,5 Mds USD à 3 Mds USD. Cette baisse est due à plusieurs secteurs, notamment les métaux de base et les fruits et légumes. En conséquence, le déficit commercial du Liban se serait légèrement résorbé (-7%), passant de 15,6 Mds USD à 14,5 Mds USD.

## PALESTINE

### 1. PRÈS DE 60% DES PALESTINIENS VIVENT DÉSORMAIS DANS LA PAUVRETÉ SELON LE PNUD.

Selon le rapport du PNUD et de la CESAO publié le 2 mai 2024, « La guerre de Gaza : impacts socio-économiques attendus sur l'État de Palestine », 58,4% des Palestiniens vivent aujourd'hui dans la pauvreté, soit environ 1,74 M de personnes supplémentaires par rapport à la situation qui prévalait avant le 7 octobre 2023.

Dans un scénario où la guerre se poursuivrait encore pendant neuf mois, la pauvreté atteindrait 60,7% (soit 2,25 fois les niveaux d'avant-guerre), ce qui porterait le nombre de personnes supplémentaires poussées dans la pauvreté à plus de 1,86 M. Par ailleurs, la baisse du PIB atteindrait 29 % avec des pertes totales de 7,6 Mds USD. La mise à jour de l'évaluation PNUD-CESAO complète les résultats de

l'évaluation intérimaire conjointe des dommages récemment publiée par la Banque Mondiale et les Nations Unies, qui indiquait que les dommages directs infligés aux infrastructures de Gaza en janvier 2024 s'élevaient à environ 18,5 Mds USD, soit l'équivalent de 97 % du PIB total de l'État de Palestine en 2022. Les Nations Unies mettent en outre en garde contre une grave crise du développement pour les générations futures : elles estiment que la Palestine est revenue au niveau de 2004, et même de 40 ans en arrière pour la bande de Gaza.

## **2. APPROBATION DE MESURES POUR RATIONALISER LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT.**

Lors de sa dernière session hebdomadaire du 30 avril, le conseil des ministres a approuvé les recommandations du comité ministériel permanent de la réforme, en vue de rationaliser les dépenses des différents ministères. Ces mesures incluent notamment la régulation de l'utilisation des véhicules gouvernementaux, la limitation des missions et des contrats gouvernementaux, ainsi que la suspension d'acquisition de mobilier et de véhicules gouvernementaux neufs. Les chefs de départements ministériels sont chargés de la mise en œuvre immédiate et sans exception de ces mesures.

## **3. FORTE HAUSSE DE L'IPC AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2024.**

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 27,66 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 dans l'ensemble des Territoires palestiniens par rapport au T1 2023 : de 120,34 % dans la bande de Gaza, de 4,58 % à Jérusalem et de 3,73 % en Cisjordanie, selon les dernières données publiées par le Bureau central des statistiques (PCBS). Corolaire de cette hausse des prix, le pouvoir d'achat des habitants de Gaza a diminué de 62%, après plus de 200 jours de conflit.

# **SYRIE**

## **1. LE GOUVERNEMENT SYRIEN AUGMENTE LES PRIX D'ACHAT DU BLÉ.**

Le gouvernement syrien a publié cette semaine le prix d'achat de blé à 5,5 M SYP (environ 366 USD) la tonne, une forte augmentation par rapport aux 2,8 M SYP par tonne offerts aux agriculteurs locaux en 2023 et aux 2 M SYP offerts en 2022.

Cette hausse traduit le besoin pour le régime d'attirer les producteurs de blé qui pâtissent de coûts de production élevés, de la pénurie de gazole et d'engrais, de l'impact du changement climatique et de la détérioration de la livre syrienne.

Les prévisions de production de blé cette année sont négatives. En septembre 2023, le gouvernement a passé un contrat avec des fournisseurs russes pour l'importation de 1,4 M de tonnes de blé tendre, soulignant la forte dépendance du pays à l'égard des importations de blé en provenance de Russie.

Cette dépendance à l'égard des importations de blé a des conséquences budgétaires pour l'État syrien : en 2022, le gouvernement a dépensé 552 M USD dollars pour l'achat de 1,65 M de tonnes de blé. En 2021, il a également dépensé 478 M USD pour importer 1,5 M de tonnes de blé.

## PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	398	255	366	522	51	18*	17	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-4,6	-7,7	-5,5	-4,2	-5,3	-1,3*	-3,0	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	93	49	31	62	112	181	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	35,7	4,0	38,5	3,0	1,6	70,36	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	47,6	n/a	50,8	47,4	n/a	48,4	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1761	336	282	1870	348	370	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1098	1629	41	1467	47	98	4	5

\* DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

**A1** TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtresor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtresor.gouv.fr)